



Juillet 2024

SAINT-BERNARD
DOMBES SAÔNE VALLÉE

Modification n°3 du PLU

Saint-Bernard

1g - Additif au rapport de présentation



PROCEDURE	DATE
PLU approuvé le	7 septembre 2010
Modification simplifiée N°1 approuvée le	15 mars 2011
Modification simplifiée N°2 approuvée le	6 octobre 2014
Modification simplifiée N°3 approuvée le	2 mai 2016
Modification de droit commun N°1 approuvée le	28 mars 2018
Modification de droit commun N°2 approuvée le	14 septembre 2020
Modification simplifiée N°4 approuvée le	17 juin 2024

Rédaction : Richard BENOIT

Cartographie : Étienne POULACHON



Agence Mosaïque Environnement

111 rue du 1er Mars 1943 - 69100 Villeurbanne tél. 04.78.03.18.18 - fax 04.78.03.71.51

agence@mosaique-environnement.com - www.mosaique-environnement.com

SCOP à capital variable – RCS 418 353 439 LYON

Sommaire

Chapitre I. Contexte règlementaire	2
Chapitre II. Présentation générale.....	5
II.A. La situation	7
II.B. Historique du document d'urbanisme	8
II.C. Les raisons de la modification	10
II.C.1. Etude sur l'aménagement du centre bourg	10
Chapitre III. Modification du règlement du PLU	15
I : LE PLU ACTUEL.....	17
III.A.1. Le zonage du centre bourg.....	17
III.A.2. Evolution du PLU pour le secteur Nord	19
III.A.3. Evolution du PLU pour le secteur Centre	20
III.A.4. Evolution du PLU pour le secteur Sud	21
III.A.5. Adéquation des OAP avec le scénario	22
III.A.6. Parcelles le long de la RD	22
Chapitre IV. Incidences du projet sur l'environnement.....	26
I : Site natura 2000	28
II : ZNIEFF	29
III : Continuités écologiques.....	31
IV : Zones humides	32
V : Incidences de la modification du PLU sur l'environnement	33
Incidences de la modification du PLU sur la consommation d'espace	33
Incidences de la modification du PLU sur le paysage	33
Incidences de la modification du PLU sur la biodiversité et les milieux naturels	33
Incidences de la modification du PLU sur la ressource en eau	33
Incidences de la modification du PLU sur l'assainissement	34
Incidences de la modification du PLU sur l'énergie et le climat.....	34
Incidences de la modification du PLU sur les pollutions et les nuisances	34
Chapitre V. Conclusion	36



Chapitre I. Contexte réglementaire



Le présent document a pour objet de compléter le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de **Saint-Bernard** et de présenter les évolutions apportées au dit PLU, à l'occasion de La **modification n°3 du PLU**, conformément aux dispositions de l'article 153-36 du Code de l'Urbanisme.

Article L153-36 :

« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »

Article L153-40 :

« Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. »

Article L153-41

« Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

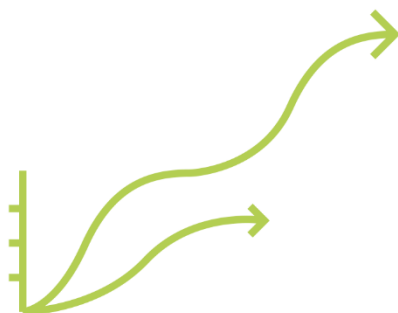
- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultante, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;*
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;*
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;*
- 4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code. »*

Article L153-43

« A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal. »

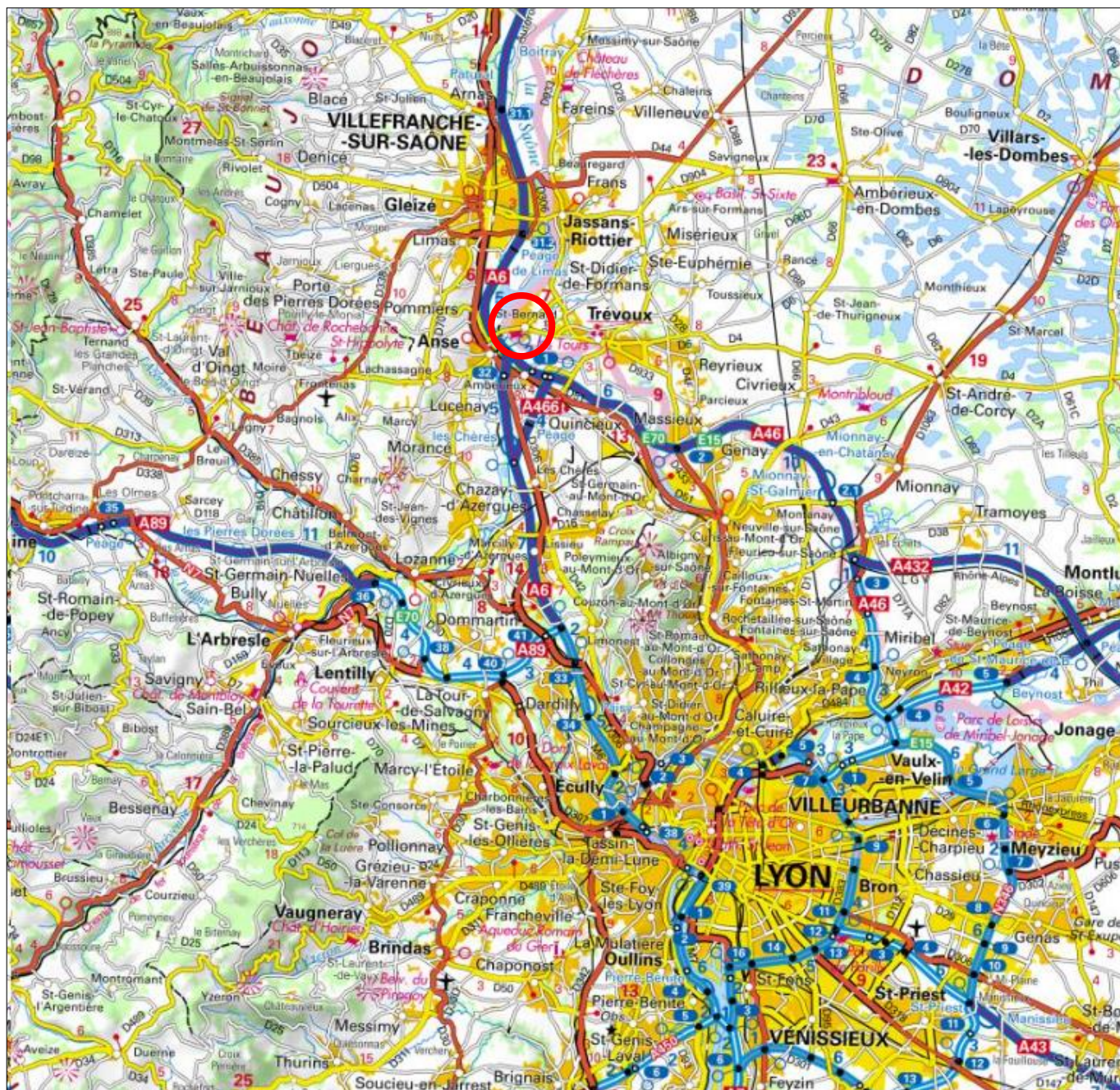


Chapitre II. **Présentation générale**



II.A. LA SITUATION

La commune de **Saint-Bernard** se situe dans le département de l'Ain à moins de 10km de la ville de Villefranche-sur-Saône. En 2020, la commune comptait environ 1 484 habitants (Données INSEE). Elle fait partie de la communauté de communes Dombes Saône Vallée.



Localisation de la commune de Saint-Bernard, IGN Géoportail

II.B. HISTORIQUE DU DOCUMENT D'URBANISME

La commune de **Saint-Bernard** a approuvé la révision **de son Plan d'Occupation du Sol en Plan Local d'Urbanisme par délibération du Conseil Municipal le 07 Septembre 2010.**

Le PLU a fait l'objet d'une **modification simplifiée n°1 approuvée le 15 Mars 2011** qui avait pour but de :

- Rectifier une erreur matérielle ;
- Augmenter, dans la limite de 20%, le Coefficient d'Emprise au Sol, le Coefficient d'Occupation des sols ou la hauteur maximale des constructions, ainsi que les plafonds dans lesquels peut être autorisée l'extension limitées des constructions existantes ;
- Diminuer les obligations de recul des constructions par rapport aux limites de leur terrain ou par rapport aux autres constructions situées sur le même terrain ;
- Diminuer, dans la limite de 20%, la superficie minimale des terrains constructibles ;
- Supprimer des règles qui auraient pour objet ou pour effet d'interdire l'installation de systèmes domestiques solaires thermiques ou photovoltaïques ou de tout autre dispositif individuel de production d'énergie renouvelable, l'utilisation en façade du bois ou de tout autre matériau renouvelable permettant d'éviter des émissions de gaz à effet de serre ou la pose de toitures végétalisées ou retenant les eaux pluviales ;
- Supprimer un ou plusieurs emplacements réservés ou réduire leur emprise ;
- Supprimer des règles qui auraient pour seul objet ou pour seul effet d'interdire l'installation d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol, d'une puissance crête inférieure ou égale à douze mégawatts, dans les parties des zones naturelles qui ne font pas l'objet d'une protection spécifique en raison de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages et qui ne présentent ni un intérêt écologique particulier ni un intérêt pour l'exploitation forestière.

Le PLU a fait l'objet d'une **modification simplifiée n°2 approuvée le 06 Octobre 2014** qui avait pour but de prendre en compte les conséquences de la publication de la loi ALUR stipulant que les Coefficients d'Occupation des Sols faisait l'objet d'une suppression dans les communes dotées d'un PLU. Par ailleurs, dans un rapport de compatibilité avec le SCoT, il était nécessaire d'intégrer des règles de densité, notamment avec l'instauration des Coefficients d'Emprise au Sol (CES).

Le PLU a fait l'objet d'une **modification simplifiée n°3 approuvée le 02 Mai 2016** qui avait pour but de prendre en compte les deux lois Grenelles qui ont renforcé la dimension environnementale et territoriale des documents d'urbanisme en leur fixant de nouveaux objectifs. Ainsi, la commune a souhaité donc « grenelliser » son PLU en complétant les pièces du PLU approuvé.

Le PLU a fait l'objet d'une **1^{ère} modification de droit commun approuvée le 28 Mars 2018** qui avait pour but de

- Prendre en compte les observations de l'Architecte des bâtiments de France ;
- Porter une attention particulière au traitement du volet circulations ;
- Préserver le patrimoine et l'environnement naturel qui font la spécificité de Saint-Bernard.

Le PLU a fait l'objet d'une **modification de droit commun n°2 approuvée le 14 Septembre 2020** qui avait pour but de faire évoluer le PLU pour permettre une modification du Coefficient d'Emprise au Sol (CES) de la zone UB du PLU qui n'est pas adapté à la réalisation d'équipements à vocation sociale dans le secteur UBz, dont c'est la seule vocation.

Une **modification simplifiée N°4** a été approuvée par le conseil municipal en date du 17 juin 2024. L'enjeu de la modification simplifiée est de faire évoluer le règlement du secteur **Ubz** de la zone **UB** afin de permettre l'aménagement des ateliers municipaux dans le bâtiment situé sur ce secteur.

II.C.LES RAISONS DE LA MODIFICATION

II.C.1. Etude sur l'aménagement du centre bourg

L'enjeu de la modification N°3 est de faire évoluer le PLU pour intégrer les résultats de l'étude sur l'aménagement du centre bourg qui a retenu les principes d'aménagement suivants :

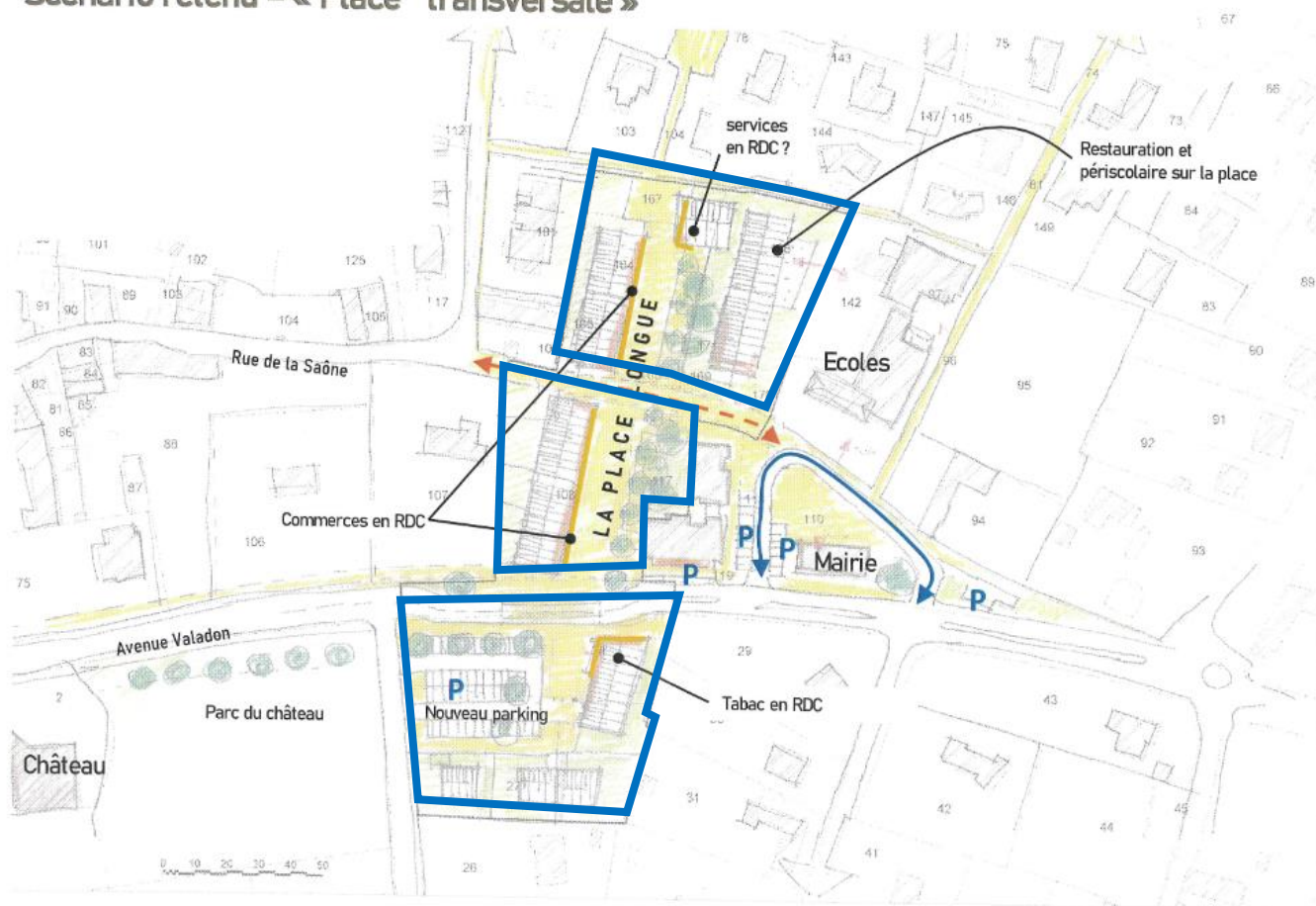
- Créer des espaces publics qui permettent d'avoir une vie de cœur de village autour de la Mairie de l'école et des commerces existants ;
- Créer des locaux de commerces, de services pour des offres complémentaires aux commerces existants ;
- Transformer la coupure routière actuelle de la RD en traversée de village ;
- Réaliser les parcours agréables pour les piétons et les cycles ;
- Répondre au besoin de logements nouveaux pour accueillir des habitants qui ne trouvent pas actuellement à se loger sur la commune et qui vont contribuer à renouveler la population (jeunes primo-accédants, seniors autonomes, logements locatifs aidés...)



Extrait de l'étude et de la photo aérienne (Geoportail)

L'étude a abouti à la définition d'un scénario dit « Place centrale » dont un des enjeux est de casser l'effet frontière de la RD6 (Avenue Suzanne Valadon), comme le montre le schéma de page suivante.

Scénario retenu – « Place transversale »



Extrait de l'étude

Le scénario propose, une mixité de fonction associant logements et commerces/services en rez-de-chaussée, mais aussi stationnements publics.

Il peut se décomposer en trois secteurs séparés par des voies publiques.

Secteur Nord

Il doit pouvoir accueillir des logements (environ 40) mais aussi des commerces en rez de chaussée du bâtiment Ouest et des services (accueil périscolaire, cantine...) en rez de chaussée du bâtiment Est implanté côté école.

Le scénario prévoit la construction d'environ 3700 m² de surface de plancher sur un foncier d'une superficie d'environ 4 700 m².

Il est envisagé une emprise au sol maximum de l'ordre de 1350 m² avec des bâtiments R+1/R+2.

Le Coefficient d'Emprise au Sol de l'opération serait de l'ordre de 0.3

Les espaces collectifs représentent environ 20% du secteur.

Secteur central

Il doit pouvoir accueillir des logements (environ 22) mais aussi des commerces en rez de chaussée.

Le scénario prévoit la construction d'environ 1 680 m² de surface de plancher sur un foncier d'une superficie d'environ 2300 m².

Il est envisagé une emprise au sol maximum de l'ordre de 620 m² avec des bâtiments R+1/R+2.

Le Coefficient d'Emprise au Sol de l'opération serait de l'ordre de 0.25.

Les espaces collectifs représentent environ 40% du secteur.

Secteur Sud

Il doit pouvoir accueillir des logements (environ 33) mais aussi des commerces en rez de chaussée.

Le scénario prévoit la construction d'environ 2320 m² de surface de plancher sur un foncier d'une superficie d'environ 4650 m².

Il est envisagé une emprise au sol maximum de l'ordre de 850 m² avec des bâtiments R+1/R+2.

Le Coefficient d'Emprise au Sol de l'opération serait de l'ordre de 0.20.

Les espaces collectifs représentent environ 50% du secteur.

Résumé du scénario pour les trois secteurs :

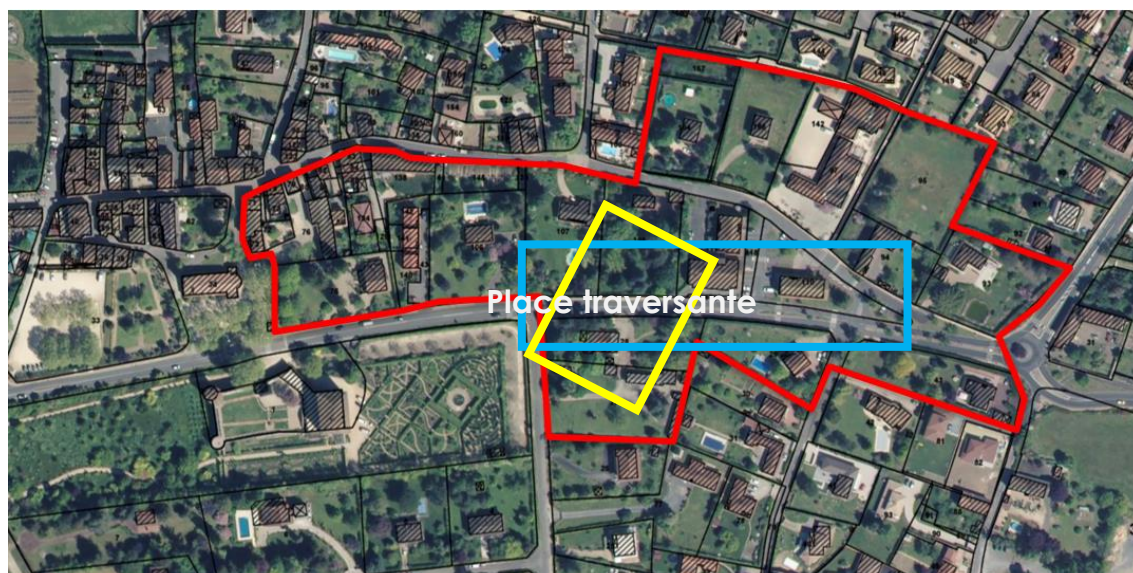
	Superficie	Nbre de lgts	Emprise au Sol	% Espaces coll.
Secteur Nord	4700 m ²	40	0.3	20
Secteur Centre	2300 m ²	22	0.25	40
Secteur Sud	4750 m ²	33	0.20	50
Ensemble	11600 m²	95		

La synthèse montre que en terme d'emprise au sol les différences ne sont pas si importantes.

En revanche la part des espaces collectifs semblent très variables. Cela s'explique pour le secteur Sud, d'une part par la volonté de laissée dégagée la vue sur le château et aussi la volonté de retrouver une part de stationnement publics. Cela est moins évident à expliquer pour le secteur Sud

Rapport au périmètre d'étude défini

L'étude d'aménagement du centre bourg avait été précédée par la définition d'un périmètre d'étude ainsi dessiné :



On voit que le scénario retenu propose finalement un focus sur le centre. Cela semble globalement pertinent, sauf peut-être quant à la volonté de « casser » l'image de route de la RD6 (Avenue Suzanne Valadon).



Secteur de la future place traversante en amont des commerces et de la Mairie que l'on aperçoit au fond à gauche...

Les évolutions proposées dans le cadre de la modification du PLU prendront donc en compte le scénario pour l'aménagement du centre bourg présenté ci-dessus et cette question de l'évolution des parcelles situées le long de la RD6 en face de la mairie et jusqu'au rond-point.

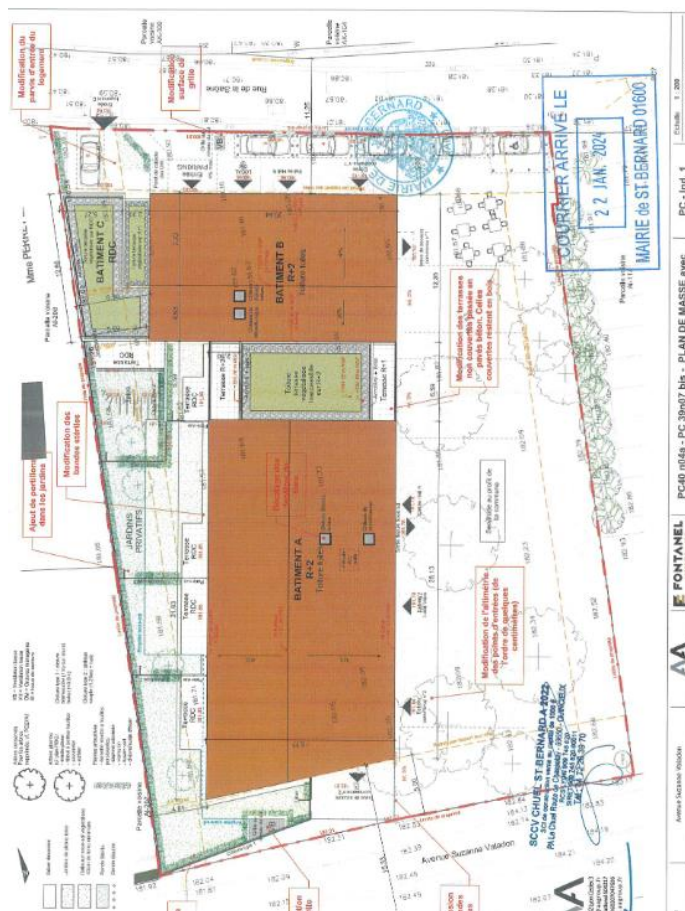
Les projets en cours

Depuis la réalisation de l'étude des projets ont vu les jour sur le secteur centre de Saint Bernard.

Pour le secteur Nord, la commune a fait l'acquisition par l'intermédiaire de l'EPF de toutes les parcelles à l'exception de la parcelle AK 167 et un projet est actuellement en cours d'étude.



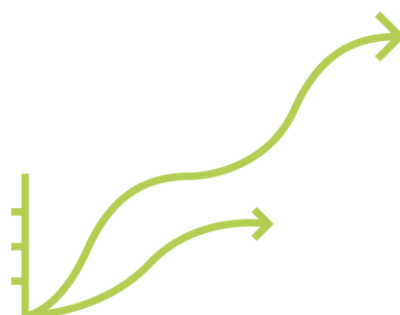
Pour le secteur centre, un permis a été accordé respectant à la fois les prescriptions de l'ERL3 et de l'OAP du PLU actuel et les objectifs de l'étude de centre bourg.





Chapitre III.

Modification du règlement du PLU



I : LE PLU ACTUEL

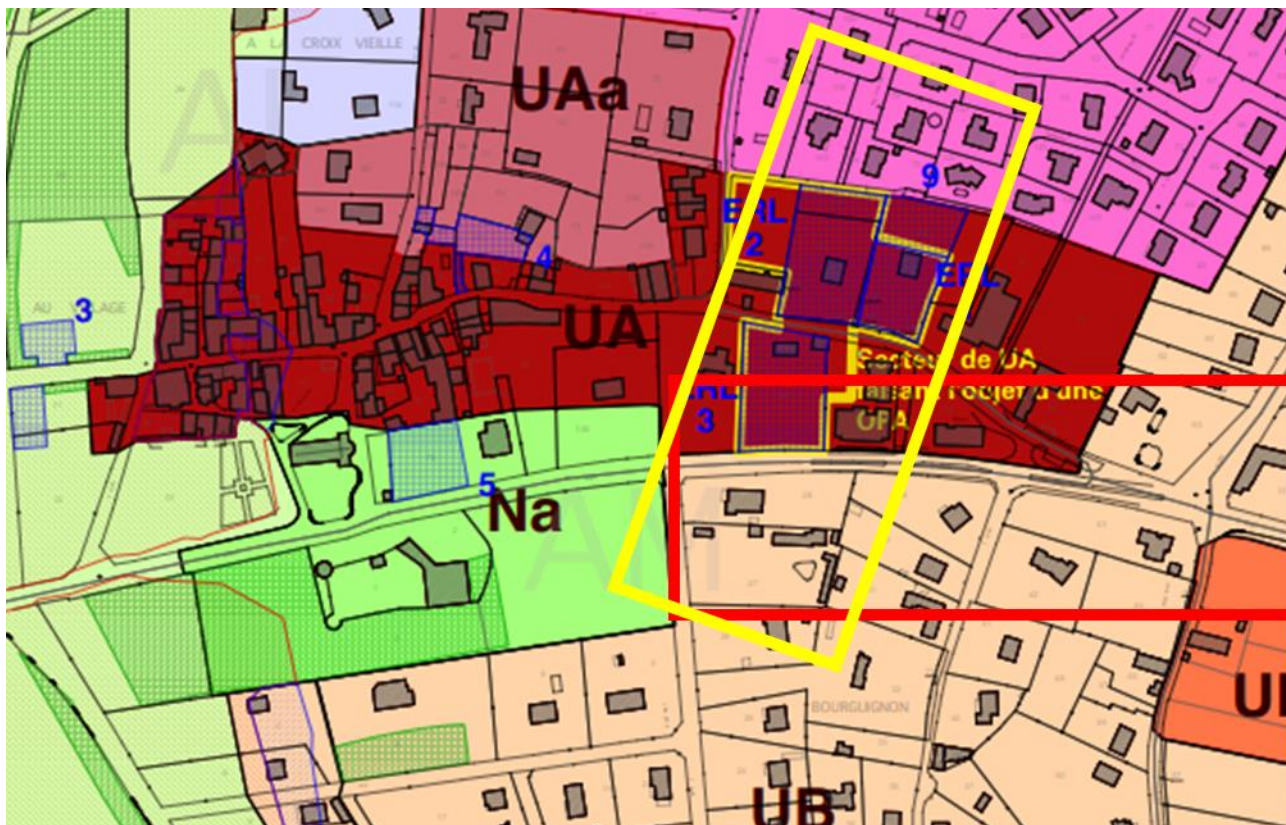
III.A.1. Le zonage du centre bourg

Les raisons de la modification et le PLU actuel

La modification a pour but d'intégrer au PLU les évolutions nécessaires pour retraduire le scénario de l'étude de centre bourg basé sur deux grands axes d'aménagement :

L'évolution urbaine (de la route à la rue) de l'avenue Valadon ;

La place transversale, perpendiculaire à l'avenue Valadon.



Le PLU actuel

Zonage

Dans le PLU actuel, les secteurs ayant fait l'objet de la réflexion sur l'étude d'aménagement du centre bourg sont classés dans deux types de zones :

Au Nord de la RD6, ils sont classés en zone **UA** et au Sud en zone **UB**.

Au niveau de leur fonction urbaine, les deux zones sont définies de la même manière : « elles ont une fonction principale d'habitat et elles comprennent aussi bien des habitations que des commerces, des services et des activités non nuisantes. La différence se fait au niveau de la forme urbaine :

- La zone **UA** correspond à la partie dense du centre
- La zone **UB** correspond à une urbanisation aérée et en groupement discontinu. Les constructions s'y édifient généralement en retrait par rapport aux voies et en ordre discontinu.

Le règlement de la zone **UA** prévoit, à son article 9 un coefficient d'Emprise au Sol maximum de 0.7 et, à son article 10 une hauteur maximum limitée à R+2 (Rez de chaussée + 2 étages).

Le règlement de la zone **UB** prévoit, à son article 9 un coefficient d'Emprise au Sol maximum de 0.15 et, à son article 10 une hauteur maximum limitée à 9 m. au faîtage et 7 m. à l'égout du toit.

Si le classement en zone **UA** pour les secteurs Nord et centre d'aménagement du centre bourg apparaissent compatibles avec le zonage **UA** actuel, en revanche le classement **UB** apparaît peu cohérent avec le scénario pour le secteur Sud et aussi pour les réflexions sur les autres parcelles situées le long de la RD6 (Avenue Suzanne Valadon). Il conviendra donc de faire évoluer le zonage sur ce point.

Emplacements réservés

Les secteurs Nord et centre de l'étude d'aménagement du centre bourg sont touchés par trois emplacements réservés pour du logement qui prévoient la réalisation d'au moins 15 logements locatifs sociaux (9 sur le secteur Nord et 6 sur le secteur centre).

Mais aussi par un emplacement réservé pour « l'extension de l'école » (ER9).

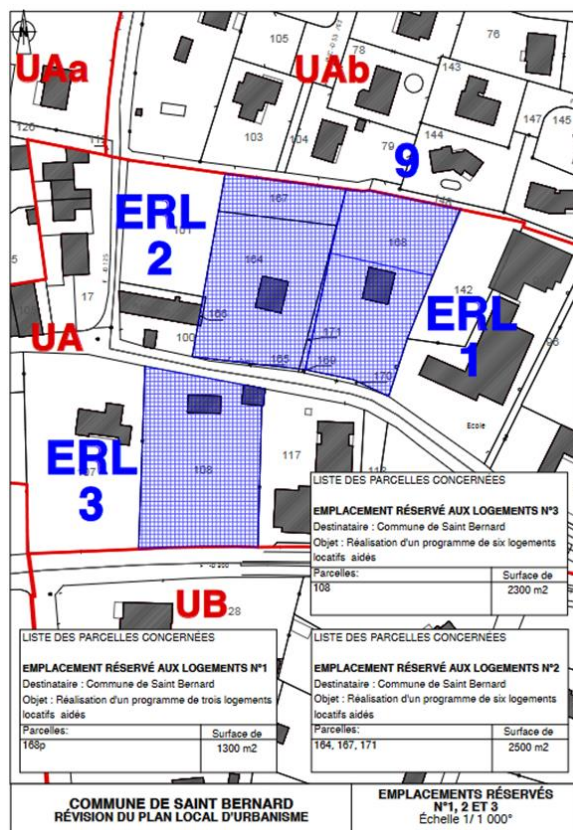
La dissociation des fonctions prévue par l'ER9 correspond à une manière de penser l'urbanisme ancienne. L'étude propose plutôt une mixité de fonction pouvant associer logement, équipement, services et commerce.

Ainsi l'ER 9 sera supprimé et les terrains concernés intégrés dans l'ERL1.

Pour l'ERL3, celui-ci étant en chantier, il apparaît plus simple de le supprimer, mais d'associer l'Orientation d'Aménagement et de programmation à un repérage au titre de l'article L151-15 qui prévoit :

« Le règlement peut délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme est affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale. »

Ainsi dans le cadre l'OAP on pérennisera le % de logements sociaux à produire.



Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP)

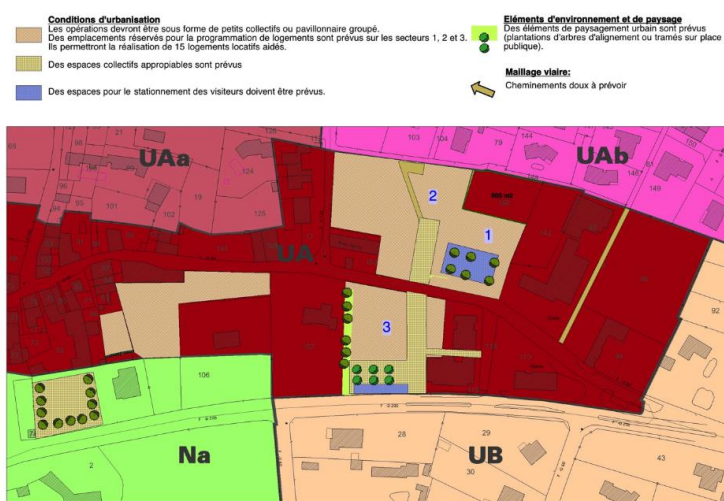
Le PLU actuel prévoit aussi une OAP sur les secteurs Nord et centre du scénario d'aménagement du centre bourg.

Au niveau du dessin de principe, elle apparaît proche du scénario pour l'aménagement du centre bourg, mais avec des différences au niveau du périmètre.

Il conviendra donc de réadapter le périmètre de l'OAP et, en particulier d'intégrer le secteur Sud qui en est absent.

Pour faciliter l'application et la description des prescriptions pour chaque secteur, il sera établi une OAP par secteur.

Par ailleurs, au niveau des logements attendus, l'OAP actuelle indique qu'il peut s'agir de collectif ou de pavillonnaires groupés. Il est clair dans le scénario retenu qu'il est attendu des logements collectifs. Il faudra donc aussi faire évoluer ce point.



Le maintien d'OAP, même si des projets sont en cours et même pour l'un en construction a pour but de pérenniser les prescriptions du PLU actuel.

III.A.2. Evolution du PLU pour le secteur Nord



Zonage

Le zonage **UA** actuel apparaît compatible avec le scénario, il est donc inchangé.

Emplacement réservé

Comme indiqué plus haut les deux emplacements réservés pour du logement (ERL1 et ERL2) sont conservés. En revanche l'ER 9 pour extension de l'école est supprimé et absorbé par l'ERL1.

Orientation d'Aménagement et de Programmation

Le périmètre de l'OAP est redessiné pour correspondre exactement au périmètre du secteur. Le nouveau schéma de l'OAP sera celui donné ci-contre avec les prescriptions suivantes :

4700 m²

Densité minimum : 90 lgts/ha

100% de logements collectifs

Hauteur R+2

20 % minimum d'espaces collectifs

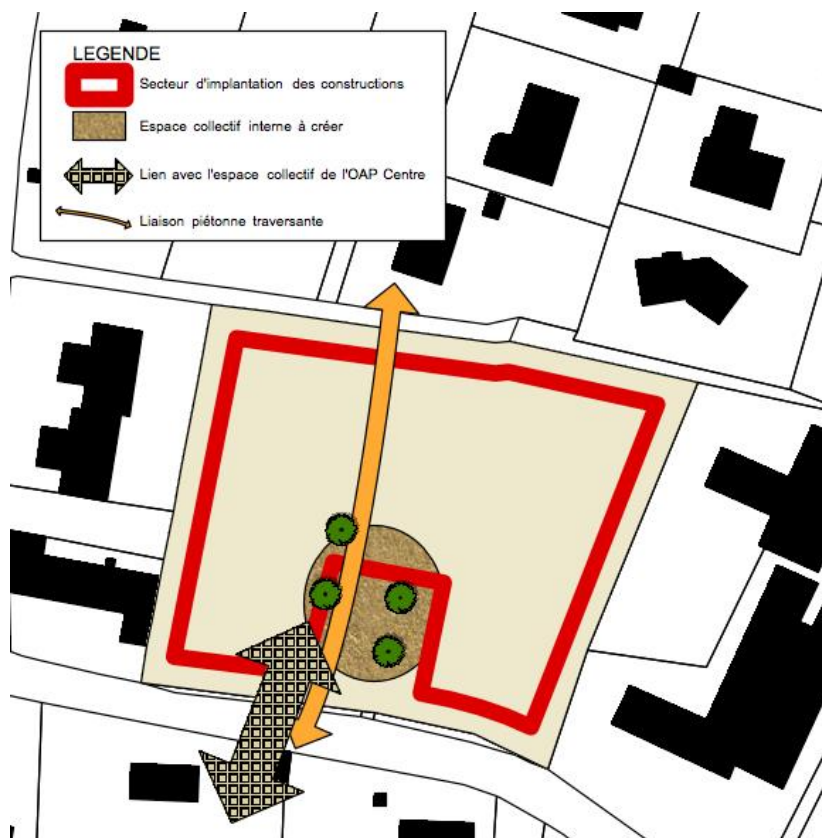
3 et 6 logements locatifs aidés demandés dans le cadre des ERL1 et L2

Respect du secteur d'implantation pour les constructions.

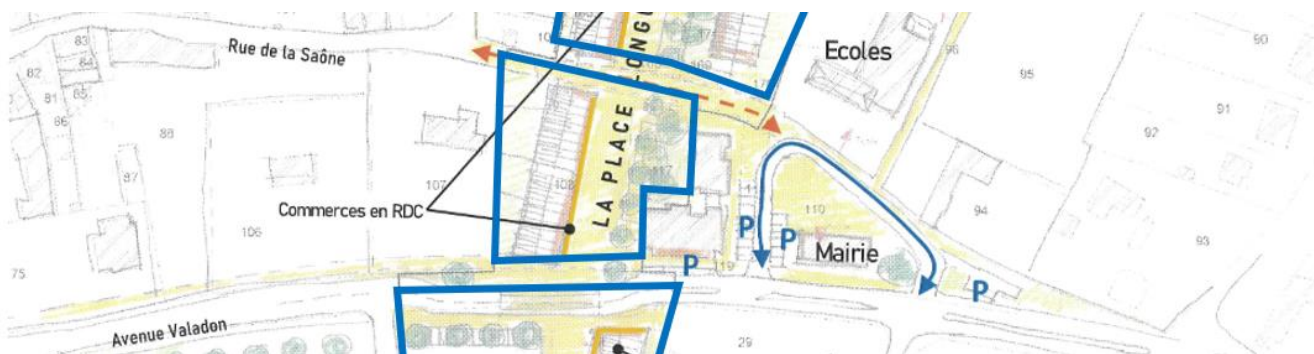
Prévision d'une liaison avec l'espace collectif de l'OAP centre

Continuité piétonnière entre la rue de la Saône et le chemin piéton au Nord.

Au minimum 4 arbres de taille moyenne à planter dans l'espace collectif.



III.A.3. Evolution du PLU pour le secteur Centre



Zonage

Le zonage **UA** actuel apparaît compatible avec le scénario, il est donc inchangé.

Emplacement réservé

Comme indiqué plus haut l'emplacement réservé n'apparaît pas être un outil nécessaire. Il est supprimé et remplacé par le fait que l'OAP constituera aussi un repérage au titre de l'article L151-15 et contiendra une prescription en termes de % pour la réalisation de Logement Locatifs sociaux.

Orientation d'Aménagement et de Programmation

Le périmètre de l'OAP est redessiné pour correspondre exactement à la parcelle. Le nouveau schéma de l'OAP sera celui donné ci-contre avec les prescriptions suivantes :

2300 m²

Densité minimum : 90 lgts/ha

100% de logements collectifs

20% de logement locatifs sociaux

Hauteur R+2

20% minimum d'espaces collectifs

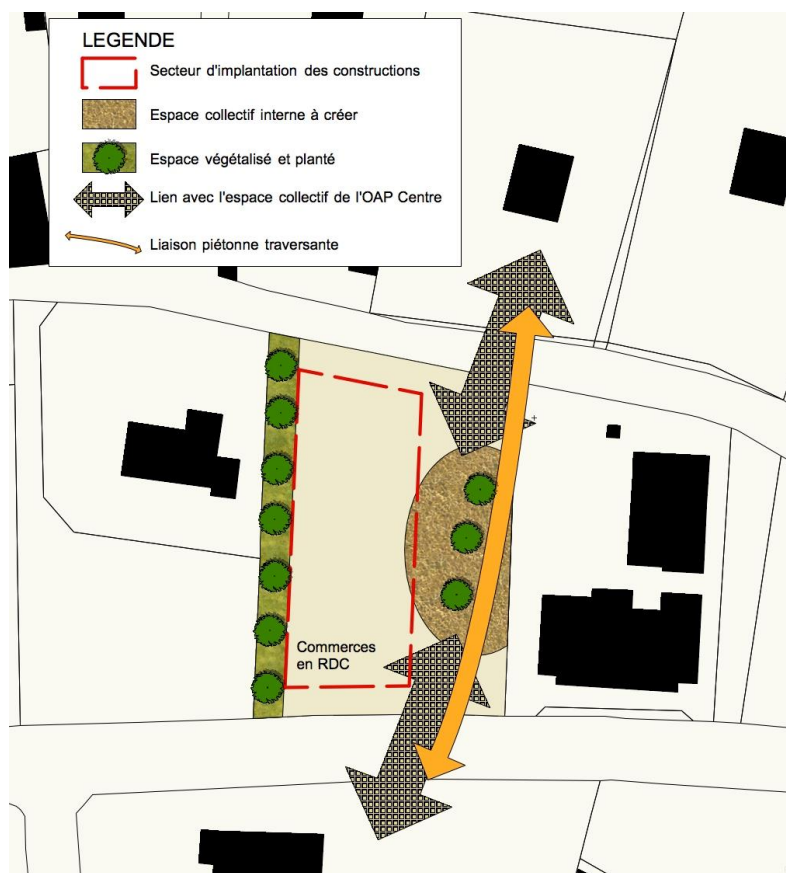
Respect du secteur d'implantation pour les constructions.

Prévision d'une liaison avec l'espace collectif de l'OAP Nord et de l'OAP Sud.

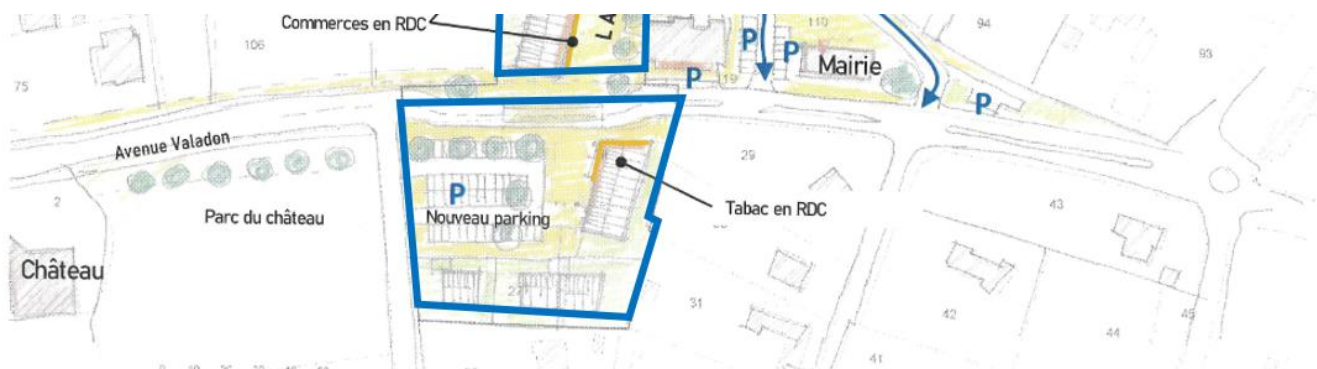
Continuité piétonnière entre la rue de la Saône et la RD6.

Au minimum 3 arbres de taille moyenne à planter dans l'espace collectif.

Prévoir un espace vert planté en frontière Ouest.



III.A.4. Evolution du PLU pour le secteur Sud



Zonage

Le zonage **UB** actuel apparaît incompatible avec le scénario, l'ensemble sera donc classé en zone **UA** ce qui permet d'affirmer la logique de dépassement de la RD6 comme une frontière. Le centre bourg se déploie de part et d'autre.

Emplacement réservé

Un des enjeux du secteur est de pouvoir retrouver des espaces de stationnement publics. Il sera donc créé un emplacement réservé de 1300 m² pour la réalisation d'un espace public comprenant du stationnement.

Orientation d'Aménagement et de Programmation

Le périmètre de l'OAP est redessiné pour correspondre exactement à la parcelle. Le nouveau schéma de l'OAP sera celui donné ci-contre avec les prescriptions suivantes :

3450 m²

Densité minimum : 90 lgts/ha

100% de logements collectifs

20% de logement locatifs sociaux

Hauteur R+2

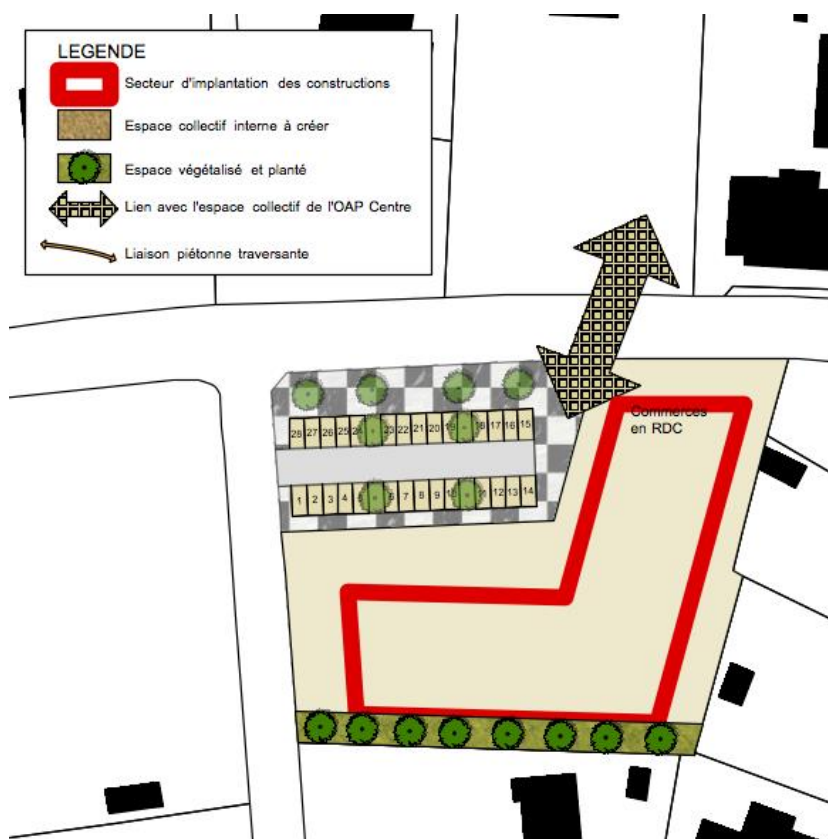
20% d'espaces collectifs

Respect du secteur d'implantation pour les constructions.

Prévision d'une liaison avec l'espace collectif de l'OAP centre.

Au minimum 3 arbres de taille moyenne à planter dans l'espace collectif.

Prévoir un espace vert planté en frontière Sud.



III.A.5. Adéquation des OAP avec le scénario

Le scénario retenu pour l'aménagement du centre bourg prévoyait les éléments suivants :

	Superficie	Nbre de lgts	Emprise au Sol	% Espaces coll.
Secteur Nord	4700 m ²	40	0.3	20
Secteur Centre	2300 m ²	22	0.25	40
Secteur Sud	4750 m ²	33	0.20	50
Ensemble	11 600 m²	95		

Les OAP permettent d'aboutir aux résultats suivants :

	Superficie	Nbre de lgts minimum	Emprise au Sol maximum ¹	% Espaces coll.
Secteur Nord	4700 m ²	42	0.5	20
Secteur Centre	2300 m ²	21	0.4	20
Secteur Sud	3450 m ²	34	0.5	20
Ensemble	11 600 m²	97		

On notera que la traduction du scénario dans les OAP aboutit à une emprise au sol correspondant peu ou prou au Coefficient d'Emprise au Sol (CES) retenu pour le secteur **UAa** défini dans le règlement comme situé en périphérie immédiate du centre ancien et pouvant de ce fait admettre une densité plus forte que les autres secteurs pavillonnaires de la commune.

III.A.6. Parcelles le long de la RD

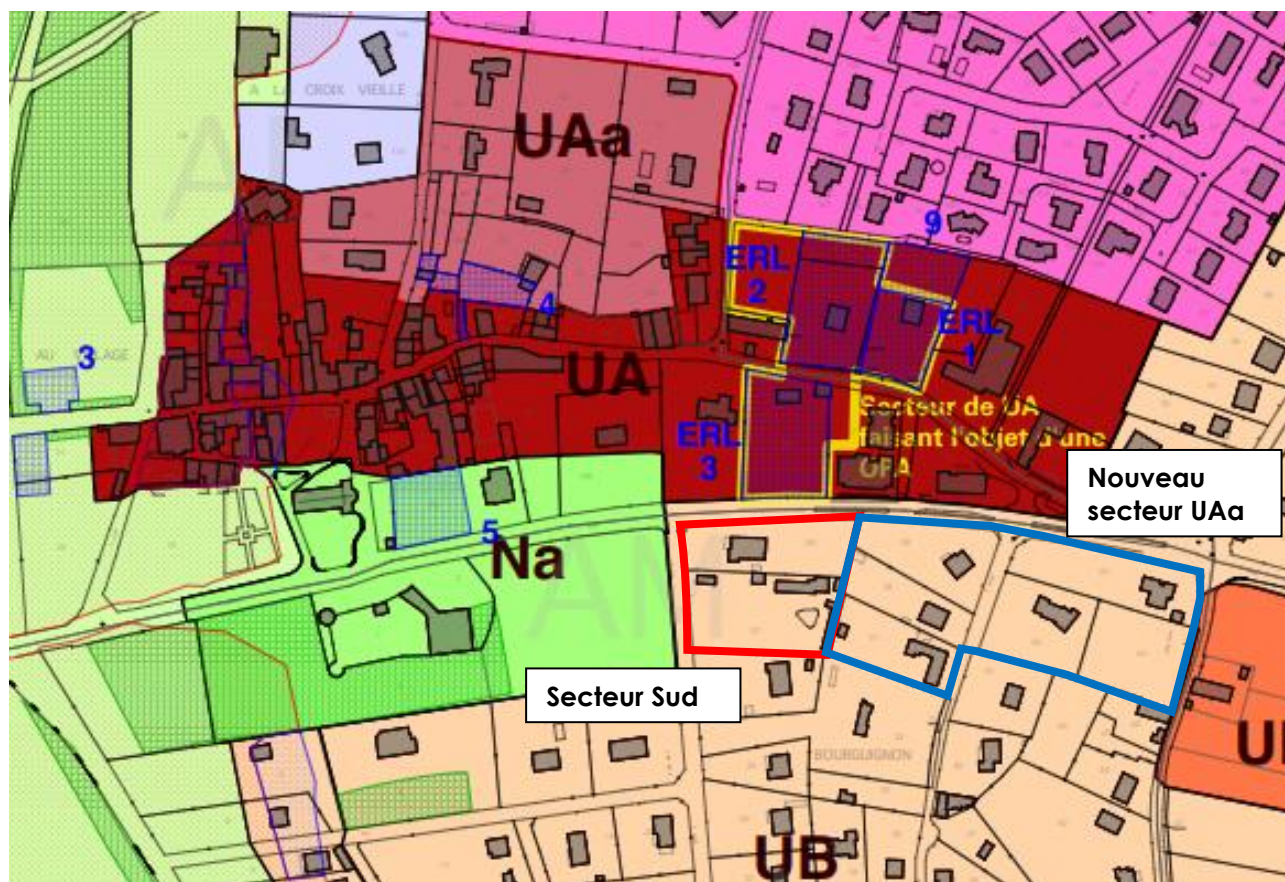
Comme indiqué plus haut, le périmètre d'étude incluait aussi des parcelles situées au Sud de la RD afin d'imaginer à terme une transformation de l'image urbaine de la traversée du centre bourg par la RD6.



¹ Cette emprise au sol maximum est déduite à partir des secteurs d'implantation dessinés sur les schémas des OAP.

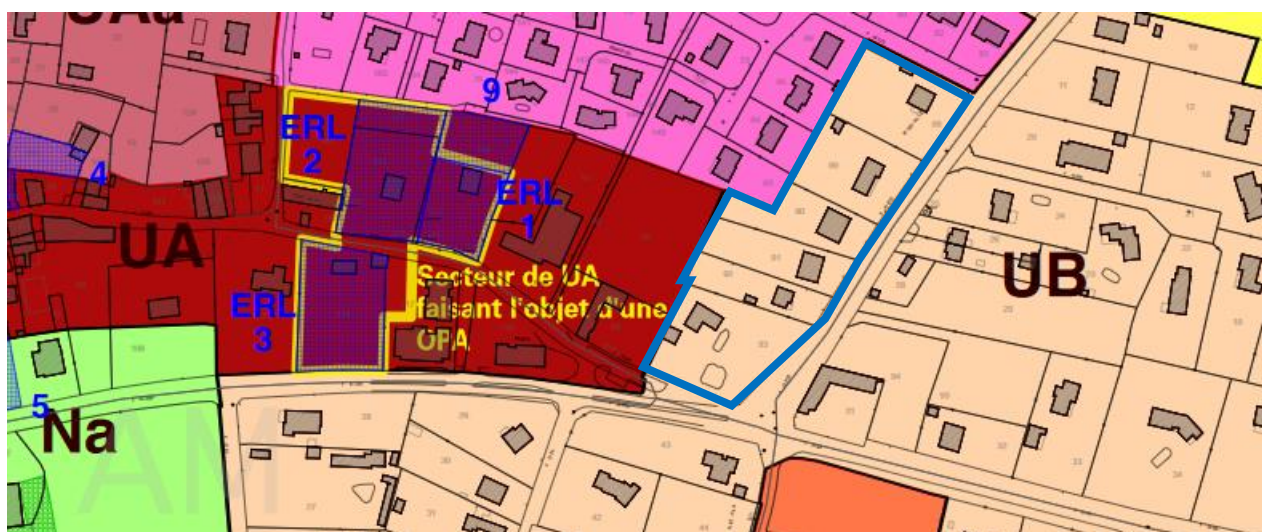
De fait, le classement en zone **UB** de ces parcelles est lié au point de vue particulier du PLU actuel qui considère la RD6 comme une frontière du centre.

Ainsi les secteurs **UAa** et **UAb** qui constituent des secteurs de densification en périphérie du centre ancien ont été dessinés exclusivement au Nord de la zone **UA** comme on peut le voir sur l'extrait du PLU actuel ci-dessous.



Mais si l'on considère que le secteur Sud du scénario d'aménagement du centre bourg doit être classé en **UA** comme les deux autres secteurs centre et Nord, alors il semble évident que les parcelles à l'Est actuellement classées en **UB**, relèvent plutôt du secteur **UAa** que de la zone **UB**. L'épaisseur de cette nouvelle zone **UAa** est définie dans la continuité de l'OAP Sud.

De même, il convient de s'interroger sur le classement en **UB** des parcelles au Nord-Ouest du giratoire et qui constituent comme une « enclave de UB entre des secteurs classés comme centraux en **UA** et **UAb** ».



La parcelle AK 93 située au Nord-Ouest du giratoire, d'une contenance de plus de 2500 m2, et dans la continuité de la zone **UA** devrait plutôt appartenir à la zone **UA**.

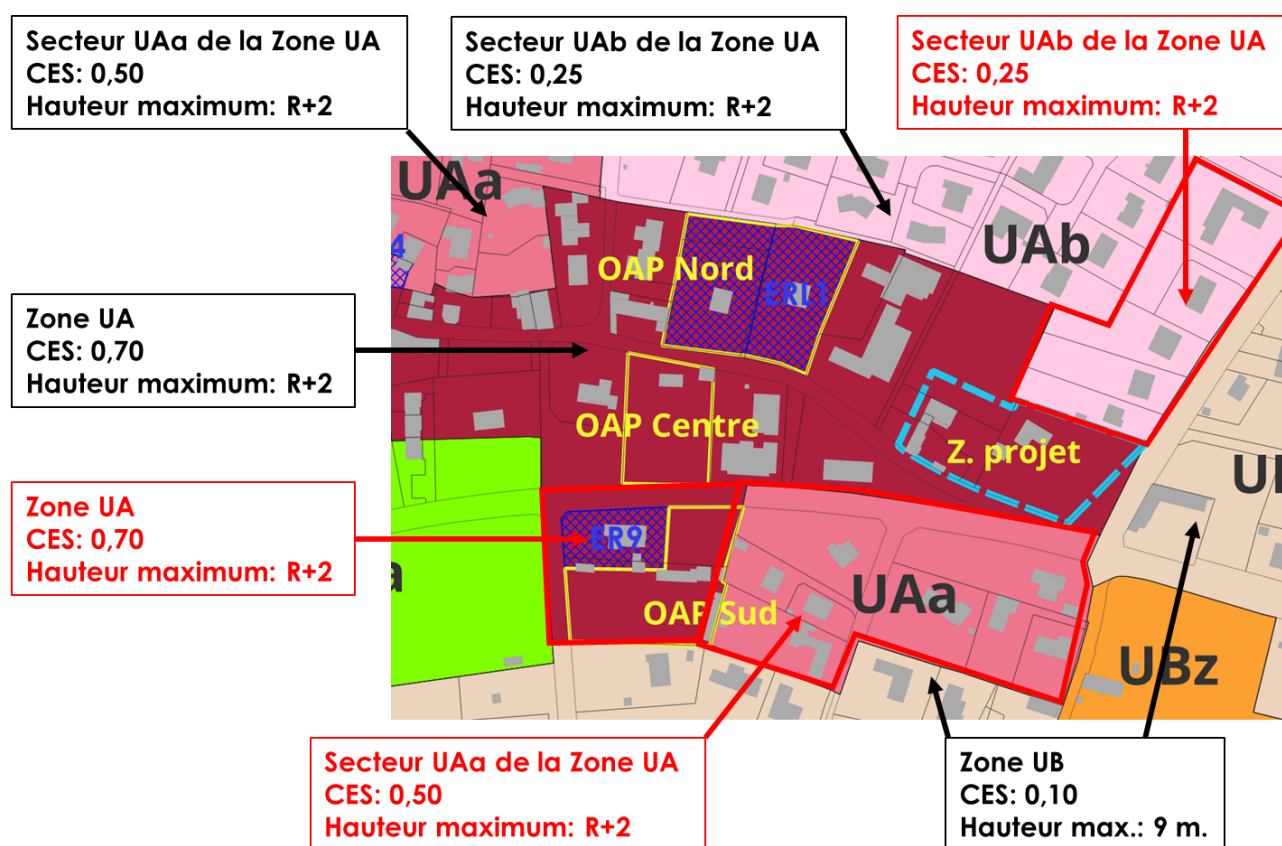
Il est proposé d'accompagner ce nouveau classement de la mise en œuvre d'un **secteur de projet** tel que prévu par l'article L151-41-5° du code de l'urbanisme qui dit que le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

« Dans les zones urbaines et à urbaniser, des servitudes interdisant, sous réserve d'une justification particulière, pour une durée au plus de cinq ans dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement. Ces servitudes ne peuvent avoir pour effet d'interdire les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes. »

Il est proposé d'inclure dans cette « zone de projet » le tènement à l'Ouest (classé en zone UA) qui fait actuellement l'objet d'une autorisation d'aménager sur la partie Nord. Seule la partie bâtie au Sud serait incluse dans la zone de projet.

Enfin le secteur situé au Nord de la parcelle AK 93 sera classé en zone **UAb**.

Le nouveau zonage pour le secteur central autour de la Mairie sera :





Chapitre IV. Incidences du projet sur l'environnement



I : SITE NATURA 2000

Le réseau de sites Natura 2000 s'étend sur tout le territoire européen. Il est constitué d'un ensemble de sites naturels, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces de la flore et de la faune sauvage et des milieux naturels qu'ils abritent. Avec près de 25 000 sites européens, il s'agit du plus grand maillage de sites écologiques au monde. Il est composé des sites suivants :

- Les **Zones spéciales de conservation (ZSC)** au titre de la directive 92/43/CEE du conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages dite directive « Habitats-Faune-Flore » ;
- Les **Zones de protection spéciales (ZPS)** au titre de la directive européenne 79/409/CEE du 2 avril 1979 dite directive « Oiseaux » (actualisée par la directive 2009/147/CE du Parlement européen et du conseil du 30 novembre 2009). Cette directive entend contribuer à assurer le maintien et/ou la restauration des populations d'oiseaux et de leurs habitats dans un état de conservation favorable.



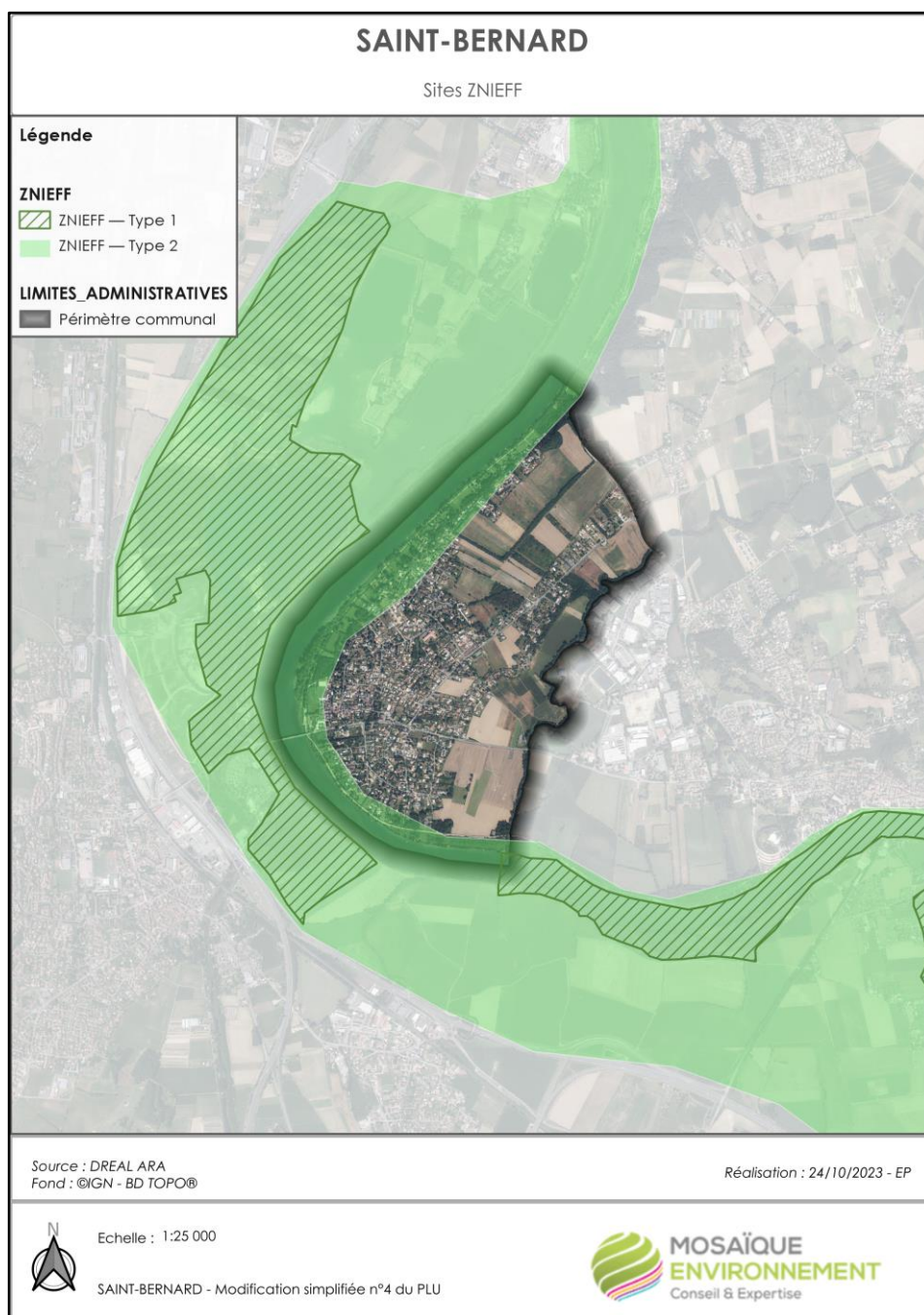
Cartographie des sites Natura 2000 – Mosaïque Environnement

La commune de SAINT-BERNARD n'est pas concernée par un site Natura 2000.

II : ZNIEFF

L'inventaire des **Zones Naturelles d'Intérêt Écologique**, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a été initié en 1982 par le Ministère de l'Environnement et mis à jour en 1996. Son objectif est de recenser, de manière la plus exhaustive possible :

- Les **ZNIEFF de type 1**, espaces homogènes d'un point de vue écologique, de superficie réduite, qui abritent au moins une espèce et / ou un habitat rare ou menacé, d'intérêt aussi bien local que régional, national ou communautaire. Ce sont des espaces d'un grand intérêt fonctionnel au niveau local ;
- Les **ZNIEFF de type 2**, vastes ensembles naturels, riches ou peu modifiés, qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure des zones de type 1 et possèdent un rôle fonctionnel ainsi qu'une cohérence écologique et paysagère.



Cartographie des ZNIEFF de Type 1 et 2 – Mosaïque Environnement

La commune est concernée par une ZNIEFF de Type 1 – 820030859 « îles et prairies de Quincieux »

« Quincieux est la première commune demeurée rurale en amont de Lyon, le long de la Saône. C'est là aussi que subsiste un ensemble naturel cohérent regroupant plusieurs îles boisées et leurs "lônes". Il compte aussi, entre l'autoroute et la Saône, des prairies inondables, un réseau bocager dense, une ripisylve continue de huit kilomètres, des phragmitaies, des prés de fauche ou en jachère plus ou moins en eau, ainsi que de nombreuses zones humides. La diversité des écosystèmes rivalise avec celle du secteur de Belleville et Taponas. La forêt alluviale, constituée essentiellement de bois durs (chênes, tilleuls, ormes) et d'aulnes, est fréquentée de façon irrégulière par le Castor d'Europe qui poursuit sa lente reconquête de l'ensemble du bassin versant de la Saône. L'avifaune est suivie attentivement et cent vingt espèces ont déjà été identifiées. »

Commentaire de la ZNIEFF – Inventaire National du Patrimoine Naturel

La commune est concernée par une ZNIEFF de Type II – 820030870 « Val de Saône Méridional »

« Cet ensemble naturel concerne le cours de la Saône, ses annexes fluviales et sa plaine inondable. Cette dernière, large de plusieurs kilomètres au nord, se réduit progressivement vers le sud. A l'approche de Lyon, la délimitation se restreint à la rivière proprement dite, à ses îles et à ses franges immédiates. Il concerne également certains milieux naturels annexes (secteurs sableux au nord, espaces bocagers frangeant le champ d'inondation vers l'est...), ainsi que le débouché de plusieurs vallées affluentes qui conservent sur une échelle moindre des ensembles remarquables. Le Val de Saône constitue encore la zone humide la plus étendue du bassin hydraulique Rhône-Méditerranée-Corse, et l'une des plaines alluviales les mieux conservées de France. La délimitation retenue ici souligne l'importance des interactions biologiques existant encore entre la rivière, la prairie inondable et les divers espaces naturels périphériques. Les secteurs les plus remarquables en terme faunistique et floristique y sont identifiés par plusieurs ZNIEFF de type I souvent étendues et fortement interdépendantes. Une grande partie est par ailleurs inventoriée en tant que Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO). Ce site, qui comporte un vaste champ d'inondation, illustre de façon exemplaire l'intérêt de tels espaces, aujourd'hui en voie de réduction accélérée, en matière de patrimoine et de fonctionnalités naturels. »

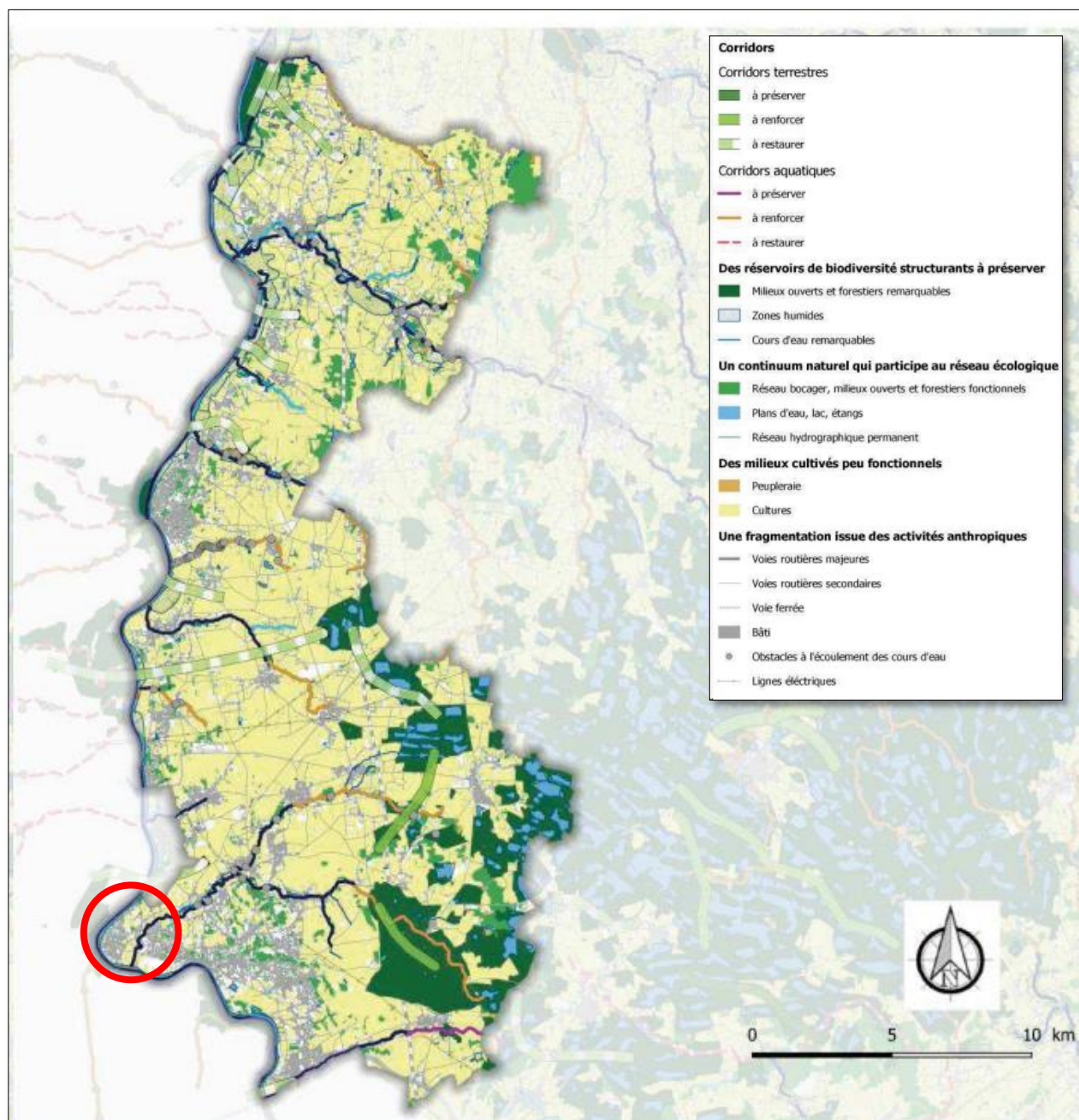
Commentaire de la ZNIEFF – Inventaire National du Patrimoine Naturel

La ZNIEFF de Type 1 ne concerne qu'une partie infime du territoire, et plus particulièrement, sa façade Sud-Est. Par ailleurs, la ZNIEFF de Type 2 embrasse le territoire sur une bande de 200 à 300 mètres par rapport à la Saône.

La présente modification traite de l'évolution du centre bourg au cœur de l'enveloppe urbaine et **ne vient pas directement impacter les sites de ZNIEFF qui correspondent aux bords de Saône.**

III : CONTINUITES ECOLOGIQUES

A défaut d'avoir une déclinaison de la trame verte et bleue dans le rapport de présentation, au vu de son ancienneté, nous nous baserons sur la cartographie du DOO du SCoT Val de Saône Dombes.



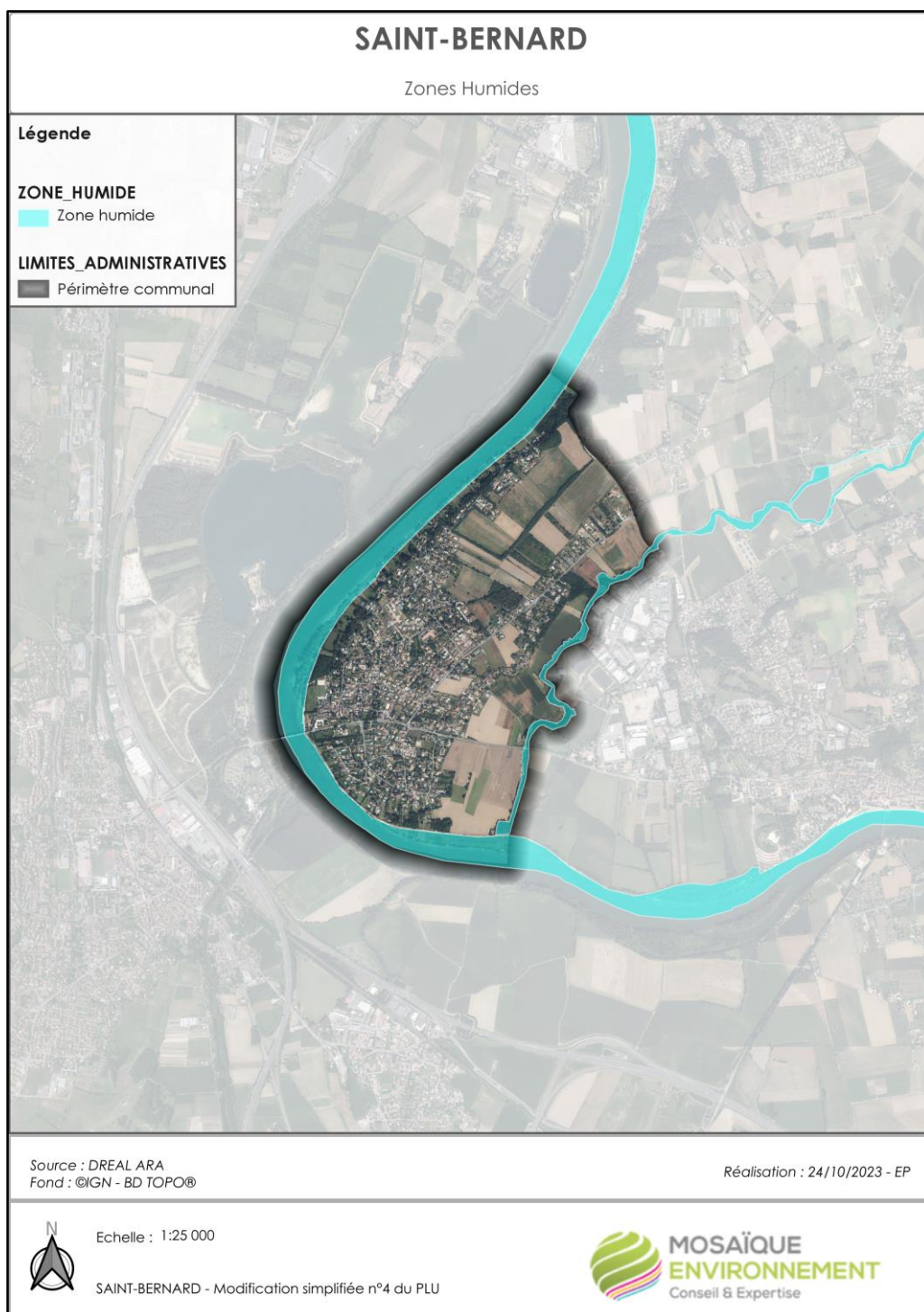
Cartographie de la trame verte et bleue - SCoT Val de Saône Dombes

Nous retrouvons exclusivement des corridors aquatiques à préserver en bordure de commune, notamment avec la Saône sur la façade Nord, Ouest et Sud et le Formans à l'Est.

La présente modification traite de l'évolution du centre bourg au cœur de l'enveloppe urbaine et **ne vient pas directement impacter les fonctionnements et continuités écologiques.**

IV : ZONES HUMIDES

Nous retrouvons deux linéaires de zones humides sur le territoire, en lien, comme mentionné précédemment, avec les deux corridors aquatiques de la commune.



Localisation des zones humides – Mosaïque Environnement

La présente modification traite de l'évolution du centre bourg au cœur de l'enveloppe urbaine et **ne vient pas directement impacter les milieux humides.**

V : INCIDENCES DE LA MODIFICATION DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

Incidences de la modification du PLU sur la consommation d'espace

La modification n'a pas d'incidence sur la consommation d'espace. Il s'agit seulement de permettre une meilleure organisation du développement urbain au cœur du centre bourg déjà urbanisé.

De fait, **l'incidence est plutôt positive** puisque la modification prévoit une possible densification sur des parcelles de centre bourg

Incidences de la modification du PLU sur le paysage

La modification aura une incidence sur le paysage urbain, c'est même un de ses fondements. Elle a pour but de mieux maîtriser l'image du centre bourg le long de la RD6 (avenue Suzanne Valadon) pour créer une rue plutôt qu'une route et contribue à recoudre le tissu urbain récent avec le tissu du centre ancien.

Elle va aussi permettre de mieux encadrer, grâce à une OAP définissant clairement les secteurs d'implantation des volumes bâtis, le développement de la parcelle à l'Est du château de Saint Bernard classé au titre des monuments historiques par arrêté du 10 avril 1997.

En ce sens, la présente modification aura plutôt une incidence positive sur le paysage.

Incidences de la modification du PLU sur la biodiversité et les milieux naturels

La modification touchant des parcelles, se localisant en plein milieu urbain, elle n'entraînera pas de consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestier. En revanche, comme elle va dans le sens de la densification elle peut entraîner une perte au niveau de la trame verte urbaine qui est ici essentiellement composée de jardins privés liés au développement de la nappe pavillonnaire depuis une cinquantaine d'années.

Toutefois, les nouvelles OAP prévoit des frontières végétales par rapport aux parcelles limitrophes et surtout oblige à la plantation d'arbres dans les espaces collectifs des opérations d'aménagement.

Ainsi, la modification n°3 du PLU aura un impact mesuré sur les milieux naturels et la biodiversité.

Incidences de la modification du PLU sur la ressource en eau

Le point de la modification ne change en aucun cas le Projet d'Aménagement de la commune en termes d'évolution de la population tel qu'il est prévu dans le PADD et le PLU.

Elle n'entraîne, donc, pas de nouvelles incidences sur la ressource en eau.

Incidences de la modification du PLU sur l'assainissement

Le point de la modification ne change en aucun cas le Projet d'Aménagement de la commune en termes d'évolution de la population tel qu'il est prévu dans le PADD et le PLU.

Elle n'entraîne, donc, pas de nouvelles incidences sur l'assainissement.

Incidences de la modification du PLU sur l'énergie et le climat

Le point de la modification ne change en aucun cas le Projet d'Aménagement de la commune en termes d'évolution de la population tel qu'il est prévu dans le PADD et le PLU.

Elle n'entraîne, donc, pas de nouvelles incidences sur l'énergie et le climat.

Incidences de la modification du PLU sur les pollutions et les nuisances

Le point de la modification ne change en aucun cas le Projet d'Aménagement de la commune en termes d'évolution de la population tel qu'il est prévu dans le PADD et le PLU.

Avec cette prise en compte, la présente modification n'a aucune incidence sur les pollutions et les nuisances.



Chapitre V. **Conclusion**

5



Le projet de modification n°3 du PLU doit, donc, permettre de faire évoluer le règlement.

Il est possible de prévoir cette évolution dans le cadre d'une modification du PLU telle qu'elle est prévue par l'article L 153-41 puisque l'évolution du document n'aura pas pour effet de :

- changer les orientations définies dans le projet d'aménagement et de développement durable,
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle ou forestière,
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

Elle est donc conduite dans le cadre de la procédure de modification prévue par l'article L153-41.

Les pièces du présent dossier pour la **modification n°3** du PLU de la commune de **Saint-Bernard** sont :

1° L'additif au rapport de présentation, présentant les raisons de la modification, les évolutions des documents mises en œuvre et les impacts du projet sur l'environnement.

2° Le nouveau plan de zonage

3° Le nouveau cahier des OAP

4° Le nouveau cahier des Emplacements Réservés